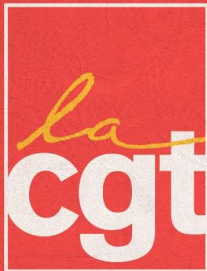


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Valdunes : après la reprise, la mobilisation continue pour l'emploi et la politique industrielle

Ce 20 mars, l'offre de reprise de Valdunes par le groupe Europlasma a été validée par le tribunal de commerce de Lille Métropole.

Après des mois de mobilisation des salariés, avec l'appui de toute la CGT, cette décision marque une étape déterminante pour préserver cet outil industriel unique de la filière ferroviaire. La CGT salue l'inscription du projet dans une perspective de décarbonation et de transition environnementale et se félicite de cette victoire commune.

La très forte mobilisation des salariés et de la CGT, ajoutée à un travail en profondeur du dossier, a permis de susciter et conforter l'engagement d'acteurs en capacité d'agir pour sauver Valdunes. C'est le cas en particulier de l'État, de la région Hauts-de-France, des collectivités locales et de la SNCF et, aussi, de la RATP et d'Alstom.

La démonstration est faite : il n'y a pas de fatalité à voir disparaître une filière industrielle quand sont au rendez-vous la mobilisation syndicale et la volonté politique !

Si l'entreprise est préservée, la casse sociale annoncée, avec de nombreux licenciements prévus, n'en reste pas moins un drame. La CGT va poursuivre, aux côtés des salariés, la bataille pour obtenir qu'un maximum d'entre eux soient réintégrés dès que possible.

La mobilisation des salariés a aussi permis de garantir l'engagement des pouvoirs publics pour assurer l'accompagnement des salariés licenciés avec, notamment, l'activation par l'État d'une cellule d'aide à la sécurisation professionnelle. Le PDG s'est engagé, en cas de réembauche de salariés, à maintenir leur ancienneté. C'est une première étape.

D'ores et déjà, la CGT estime que des leçons fortes devront être tirées du dossier Valdunes :

- on ne peut pas laisser la main libre au marché sur les domaines stratégiques et la réindustrialisation : sans la mobilisation de la CGT et celle des pouvoirs publics, Valdunes n'existerait plus ;
- les aides publiques doivent être conditionnées au développement de l'industrie et des emplois et leur utilisation doit être strictement contrôlée. C'est le sens, dans le dossier Valdunes, des demandes de la CGT de faire entrer l'État au capital et de mettre en place un comité spécifique associant représentants des salariés et financeurs pour discuter de la stratégie et des projets de l'entreprise.

Le coût social de cette reprise confirme, enfin, l'urgence d'en finir avec la politique de stigmatisation des privés d'emploi et de mettre en place une véritable Sécurité sociale professionnelle et un Nouveau Statut du Travail Salarié tels que les proposent la CGT.

Montreuil, le 20 mars 2024